

**Guidimagha :**  
**Le directeur général**  
**de TADAMOUN**  
**inaugure une école**  
**primaire à Ghabou**

Lire page 5

# HORIZONS

**Sortie d'une**  
**nouvelle promotion**  
**de pêcheurs**  
**traditionnels**

Lire page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATIONS - ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIENNE D'INFORMATION -

N° 7209 DU MARDI 13 FEVRIER 2018

PRIX : 20 UM

## Le Président de la République adresse un message de condoléances au président russe

Le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, a adressé, lundi, le message de condoléances qui suit à Monsieur Vladimir Poutine, Président de la République fédérale de Russie:

« Excellence, Nous avons appris avec profonde tristesse et consternation la nouvelle du crash de l'avion civil russe après son décollage et le décès de l'ensemble de ses passagers. En cette douloureuse circonstance, je vous adresse et, à travers vous, au peuple et au gouvernement russes amis ainsi qu'aux familles des victimes, mes sincères condoléances et vous exprime notre entière solidarité en cette dure épreuve.

Veuillez agréer, Excellence, l'expression de ma très haute considération. Mohamed Ould Abdel Aziz».



## La Mauritanie est le principal partenaire de l'Espagne en matière de lutte contre l'immigration illégale, déclare le ministre de l'Intérieur espagnol



Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Ahmedou Ould Abdallah, et le ministre de l'Intérieur espagnol, M. Juan Ignacio Zoido, ont loué, au cours d'une réunion tenue lundi dans les locaux du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation à Nouakchott, les relations d'amitié et de coopération existant entre les deux pays. Ces relations ont été qualifiées d'exemplaires par les deux ministres alors que M. Zoido a décrit la Mauritanie comme principal partenaire de l'Espagne en matière de lutte contre l'immigration illégale.

Lire page 3

## Signature d'un protocole d'accord Mauritanie-FAO pour une force d'intervention antiacridienne



Un protocole d'accord a été signé lundi à Nouakchott entre le gouvernement mauritanien et la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (CLCPRO), agissant au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relatif à la mise en place de la Force d'intervention de la région occidentale (FIRO). Cette force permettra notamment de renforcer la capacité du Centre national de lutte antiacridienne (CNLA) et des unités de lutte antiparasitaire dans les autres pays membres et de renforcer la coopération et l'intégration entre ces pays dans la lutte contre ce dangereux ravageur.

Lire page 4

## Le Premier ministre reçoit le ministre de l'Intérieur espagnol



Le Premier ministre, Monsieur Yahya Ould Hademine, a reçu en audience, lundi à la Primature à Nouakchott, M. Juan Ignacio Zoido, ministre de l'Intérieur espagnol, en visite dans notre pays. A l'issue de cette rencontre, le ministre espagnol a fait à l'AMI une déclaration dans la-

quelle il a indiqué qu'il a transmis au Premier ministre les salutations du Gouvernement espagnol et qu'il s'est entretenu avec lui sur un certain nombre de questions liées à la coopération entre les deux pays.

Lire page 3

**La Mauritanie à la une lors du**  
**Forum International sur les**  
**Mines «Mining Indaba»**

P5

## L'ambassadeur d'Iran souligne la solidité des relations mauritano iraniennes

L'ambassadeur de la République Islamique d'Iran accrédité en Mauritanie, SEM. Mohamed Omrani, a apprécié le niveau de la coopération entretenue entre son pays et la Mauritanie et souligné son souci de suivre la mise en œuvre des conventions et protocoles de coopération entre les deux Etats.

Cette déclaration a été faite par l'ambassadeur lors de la réception offerte par le diplomate lundi soir à Nouakchott à l'occasion de la fête nationale de son pays qui s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, M. Ahmed Mahmoud Ould Soueid

Ahmed. M. Omrani a félicité le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz pour le succès éclatant qui a caractérisé les réformes constitutionnelles qui se sont déroulées dans un climat de sécurité et de stabilité qui a dépassé toutes les attentes. Il a aussi mis en exergue les réussites diplomatiques successives sur la scène internationale et continentale dont la dernière en date concerne les préparatifs en cours pour accueillir le sommet de l'Union Africaine à Nouakchott en juin prochain. Le diplomate a exprimé sa profonde considération à l'endroit de l'authentique peuple mauritanien pour ses posi-

tions religieuses et humanistes et ses valeurs civilisationnelles constantes ainsi que pour le rôle de ses Ulémas dans la propagation de l'Islam dans les différentes régions du continent noir et dans le monde et qui ont enrichi la bibliothèque arabo islamique avec des ouvrages et des manuscrits qui demeurent encore l'objet d'admiration des chercheurs et des spécialistes.

La cérémonie s'est déroulée en présence de M. Jaroullah Ould Inalla, ambassadeur directeur de la Coopération internationale et M. Mohamed Ould Abdel Aziz, directeur du Protocole au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

### ADRESSES UTILES

Police Secours	17
Sapeurs Pompiers	118
Brigade Maritime	4525 39 90
Brigade Mixte	4525 25 18
SOMELEC (Dépannage)	4525 23 08
SNDE	4529 84 88
Météo	4525 11 71

#### COMMISSARIATS DE POLICE

Commissariat TZ - 1	4525 23 10
Commissariat TZ - 2	4524 29 52
Commissariat Ksar 1	4525 21 66
Commissariat Ksar 2	4525 27 38
Commissariat El Mina 1	4525 12 97
Commissariat El Mina 2	4524 25 24
Commissariat Sebkha 1	4525 38 21
Commissariat Sebkha 2	4524 29 82
Commissariat Riadh 1	4524 29 35
Commissariat Riadh 2	4524 29 50
Commissariat Arafat 1	4525 10 13
Commissariat Toujounine 1	4525 29 30
Commissariat Dar Naïm 1	4524 29 56
Commissariat Dar Naïm 2	4524 29 53
Commissariat Teyarett 1	4525 24 71
Commissariat Teyarett 2	4524 29 51
Commissariat Spécial Aéroport	4525 21 83
Commissariat Voie publique	4525 29 65
Direction Régionale de la Sûreté	4525 21 59
Police Judiciaire	4525 54 49

#### HÔPITAUX

Centre Hospitalier National	4525 21 35
Hôpital Cheikh Zayed	4529 84 98
Polyclinique	4525 12 12
PMI Pilote	4525 22 16
PMI Ksar	4525 20 19
PMI Teyarett	4525 35 94

#### CLINIQUES

Clinique Moulaty	4525 13 41
Clinique Najjar	4525 49 42
Clinique Kissi	45 29 27 27
Clinique Dr. Moumine	4525 10 02
Clinique Makam Ibrahim	4525 57 60
Clinique Ben Sina	4525 08 88
Clinique Tisram	4525 87 66
Clinique 2000	4529 33 33
Clinique El Qods	4525 82 61
Clinique Adama Diani	4525 59 34
Clinique Bien-être	4525 13 35
Clinique Chiva	4525 80 80

#### BANQUES

BAMIS	4525 14 24
BADH	4525 59 53
BMCI	4525 24 69
BNM	4525 26 02

## HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIENNE D'INFORMATION

**DIRECTEUR DE PUBLICATION,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE  
MAURITANIENNE D'INFORMATION:  
Sidi Mohamed Ould Bouna**

**DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Maarouf Ould Oudaa**

**RÉDACTEUR EN CHEF : Sidi Moustapha Ould Bellali**

**CHEF DIVISION MAQUETTE : Elhadrami Ould Ahmedou**

**TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE**

**AMI**

**FAX: 45 25 55 20**

**E-mail :**

**Chaabrim@gmail.com**

**amiakhbar@gmail.com**

**B P: 371/ 467**

**Direction Technico-Commerciale**

**45 25 27 77**

**E-mail: dgsami@yahoo.fr**

**Siège:45 25 29 70/45 25 29 40**

## ACTUALITE

## Le Premier ministre reçoit le ministre espagnol de l'Intérieur



Le Premier ministre, Monsieur Yahya Ould Hademine, a reçu en audience, lundi au Premier ministère à Nouakchott, M. Juan Ignacio Zoido, en visite actuellement dans notre pays.

A l'issue de cette rencontre, le ministre espagnol a fait à l'AMI une déclaration dans laquelle il a indiqué qu'il a transmis au Premier ministre, les salutations du gouvernement espagnol et qu'il s'est entretenu avec lui sur un certain nombre de questions liées à la coopération entre les

deux pays. A ce propos, le ministre a exprimé la disponibilité de l'Espagne à renforcer cette coopération suivant le désir de la Mauritanie en sa qualité de pays ami. Il a également fait part de la volonté de l'Espagne à étudier les divers points de la coopération bilatérale spécifique à chacun des deux pays et à les renforcer en vue de parvenir aux résultats attendus et les plus bénéfiques aux citoyens. Il a ajouté qu'il a informé le Premier ministre sur ses entretiens avec le ministre de l'Inté-

rieur et de la Décentralisation en ce qui concerne la sécurité routière et sur la disposition de son pays à appuyer les unités opérant dans ce domaine. L'audience s'est déroulée en présence de M. Ahmedou Ould Abdallah, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, de Dr. Megboula Mint Bourdid, directrice de cabinet du Premier ministre et de SEM. Jésus Ignacio Santos Aguado, ambassadeur du Royaume d'Espagne accrédité auprès de notre pays.

## Le ministre de l'Intérieur et son homologue espagnol en visite à Nouadhibou



Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Ahmedou Ould Abdallah et le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Juan Ignacio Zoido, en visite actuellement dans notre pays, ont effectué lundi une visite au siège du Groupement Mixte de la police mauritanienne et de la police espagnole de lutte contre l'immigration clandestine à Nouadhibou.

La délégation ministérielle, qui était accompagnée par le wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mohamed Ould Ahmed Salem Ould Mohamed Raré et des autorités administratives et sécuritaires de la wilaya, a écouté un exposé détaillé faisant l'historique de la mise en place de ce groupement et le rôle qu'il a joué dans la lutte contre l'immigration clandestine et les résultats obtenus dans ce

domaine.

Ce groupement a été créé le 17 novembre 2008 pour démanteler l'immigration clandestine et limiter les opérations d'immigration. Dans ce cadre, ce groupement a œuvré pour mettre en échec de nombreuses opérations d'immigration et appréhender, en flagrant délit, de nombreuses personnes impliquées dans le trafic lié à cette immigration transférées à la justice.

Ce bilan n'est pas le fruit du hasard mais des efforts communs qui ont permis d'éradiquer ce crime, ce qui a eu pour résultat le fait que notre pays est désormais pris comme exemple en matière de lutte contre l'immigration clandestine.

Ainsi au cours des dernières années, aucun cas d'immigration n'a été re-

censé.

La délégation a également effectué une visite du bateau Rio Tajo relevant de la "Guardia civil" espagnole et a fait le tour de ses différentes ailes et écouté les explications portant sur son rôle dans le domaine de la surveillance maritime et de la lutte contre l'immigration clandestine.

Ce bateau entreprend mensuellement l'approvisionnement en moyens et matériels nécessaires des groupes chargés du contrôle se trouvant à Nouadhibou-ville.

La délégation était accompagnée lors de cette visite du bateau par le président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, M. Mohamed Ould Daf et de certains responsables du Port Autonome de Nouadhibou.

Mauritanie-Espagne :

## "La Mauritanie est le principal partenaire de l'Espagne en matière de lutte contre l'immigration illégale" (ministre espagnol)



Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Ahmedou Ould Abdallah et le ministre espagnol de l'Intérieur, M. Juan Ignacio Zoido, en visite actuellement dans notre pays, ont loué, au cours d'une réunion tenue lundi dans les locaux du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation à Nouakchott, les relations d'amitié et de coopération existant entre la Mauritanie et l'Espagne qualifiées d'exemplaires. A cette occasion, le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a indiqué que ces relations ont connu un développement remarquable durant les dernières années par la volonté de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, de Sa Majesté Philip VI et des gouvernements des deux pays.

Il a ajouté que cette coopération se renforce à travers la convention de coopération en matière de sécurité entre la Mauritanie et le Royaume d'Espagne signée le 26 mai 2015 à Madrid qui englobe la lutte contre la migration illégale, le terrorisme et le crime organisé, l'échange d'informations, l'appui technique, la formation et la modernisation des services ainsi que l'identification des dangers et la prévention des catastrophes naturelles et technologiques.

Le ministre a souligné que les efforts que consent la Mauritanie dans le domaine de la sécurité dans tous ses aspects ont conduit à d'importants succès en s'appuyant notamment sur un système biométrique de grande précision permettant la modernisation de l'état-civil des citoyens et des résidents et l'émission de visas d'entrée pour les voyageurs à destination de la Mauritanie.

Il a, dans ce cadre, exprimé les remerciements des autorités mauritaniennes au Royaume d'Espagne pour l'appui logistique dans le domaine de la formation, ce qui a contribué à améliorer les capacités des services de sécurité dans notre pays. M. Ahmedou Ould Abdallah a, enfin, renouvelé la détermination de la Mauritanie

à renforcer la coopération bilatérale dans l'intérêt des deux peuples des deux pays amis.

Pour sa part, le ministre espagnol de l'Intérieur a indiqué que les ministères de l'Intérieur d'Espagne et de la Mauritanie développent, depuis des décennies, une coopération qui peut être considérée comme un modèle, citant à titre d'exemple, la présence d'un important contingent de la Guardia Civil et de la police nationale à Nouadhibou qui collaborent de façon étroite avec leurs homologues mauritaniens.

Il a ajouté que cette collaboration bilatérale, orientée d'abord vers la lutte contre l'immigration illégale, a été, par la suite, diversifiée et étendue à d'autres domaines tels que la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogues.

Le ministre espagnol a encore affirmé que la Mauritanie continue à être le principal partenaire de l'Espagne en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Le ministre espagnol avait, auparavant, fait part de ses remerciements pour l'accueil que lui a été réservé par les autorités mauritaniennes.

Il a, enfin, mis en exergue le caractère stratégique des relations bilatérales et la détermination de l'Espagne à continuer son appui à la Mauritanie dans le domaine du contrôle des frontières.

La réunion s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, du directeur général de la Sûreté nationale, des Chefs d'Etat-major de la Gendarmerie et de la Garde nationale, du wali de Nouakchott-Ouest, de l'Administrateur Directeur général de l'Agence Nationale d'Enregistrement des Populations et des Titres Sécurisés, des conseillers et des directeurs centraux du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ainsi que de l'ambassadeur espagnol en Mauritanie et des membres de la délégation accompagnant le ministre espagnol de l'Intérieur.

**ACTUALITE**

**Signature d'un protocole d'accord Mauritanie-FAO pour une Force d'Intervention anti acridienne (FIRO)**



Un protocole d'accord a été signé lundi matin à Nouakchott entre le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie et la Commission de Lutte contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO), agissant au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) relatif à la mise en place de la Force d'Intervention de la Région Occidentale (FIRO).

Le protocole a été signé, côté mauritanien, par la ministre de l'Agriculture, Mme Lemina Mint ElKotob Ould Moma et côté Commission, par son secrétaire exécutif, Dr Mohamed Lemine Ould Hamouni.

S'exprimant à cette occasion, la ministre de l'Agriculture a souligné que la FAO avait accompagné les efforts de la Mauritanie dans la lutte contre les ravageurs agricoles, en particulier les criquets pèlerins, en fournissant un appui technique et matériel au Centre National de Lutte Antiacridienne (CNLA), ce qui a épargné au pays et à la sous-région l'invasion de ce ravageur, en par-

ticulier au cours de la période 2003-2005.

La ministre a rappelé le soutien continu du gouvernement aux efforts de lutte antiparasitaire, traduisant le grand intérêt qu'accorde Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, à l'agriculture. Elle a expliqué dans ce sens qu'au cours des deux dernières années, la capacité d'intervention dans ce domaine a été renforcée par 13 véhicules 4x4, dont sept pour la lutte antiacridienne et les autres pour la lutte contre les oiseaux granivores. Elle a, par la suite, ajouté que cette force est composée de 12 équipes pour l'exploration et le contrôle avec 26 véhicules 4x4 équipées pour effectuer différentes tâches, dont 11 seront livrées au CNLA en tant que première phase avant de compléter cette opération à l'horizon 2022 à raison de 3 véhicules par an.

La ministre a enfin précisé que cette force permettra de renforcer la capacité du CNLA et les unités de lutte antiparasitaire dans les autres pays membres

et de renforcer la coopération et l'intégration entre ces pays dans la lutte contre ce dangereux ravageur.

Pour sa part, M. Michael George Hage, coordonnateur de la FAO pour l'Afrique du Nord, a indiqué que ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre d'un processus engagé depuis la création en 2002 de la CLCPRO et visant à asseoir durablement la stratégie de lutte préventive contre le criquet pèlerin et réduire les risques d'invasions du criquet pèlerin en Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest. Il a poursuivi en soulignant que la création d'une Force d'Intervention de la Région Occidentale dite FIRO, avait été approuvée lors de la réunion des ministres des pays membres de la CLCPRO en charge de la lutte antiacridienne tenue à Alger le 25 octobre 2016. M. Michael George Hage a ajouté que la base logistique de cette Force régionale antiacridienne a été convenue qu'elle soit positionnée en Mauritanie. Pour M. George Hage, l'objet de ce protocole d'accord est de prévoir les modalités de coopération entre les deux parties, le gouvernement de la Mauritanie et la CLCPRO, pour l'établissement et la mise en œuvre de cette Force d'Intervention Régionale ainsi que la garde de ses véhicules par le gouvernement mauritanien.

Le directeur général du CNLA, M. Sid'Ahmed Ould Mohamed, a déclaré à l'AMI, en marge de la signature de ce protocole d'accord, que le choix de la Mauritanie pour abriter cette force régionale constitue une reconnaissance de la part de la FAO et de la CLCPRO des efforts de notre pays dans le cadre de la lutte contre ce ravageur transnational et son rôle prépondérant dans la sous-région dans ce domaine.

**La ministre des Affaires sociales reçoit l'ambassadeur de Tunisie**



La ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, Mme Maimouna Mint Mohamed Taghy, a reçu en audience, lundi à Nouakchott, SEM. Abdelkader Sahili, ambassadeur de la République de Tunisie accrédité auprès de notre pays. La rencontre a porté sur les relations de coopération existant entre la Mauritanie et la Tunisie et sur les voies et moyens de les renforcer davantage notamment dans les domaines des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille. L'audience s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, M. Mohamed Mahmoud Ould Ahmed Ould Sidi Yahya.

**Le ministre de l'Environnement reçoit le coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord**



Le ministre de l'Environnement et du Développement durable, M. Amédi Camara, a reçu en audience, lundi à Nouakchott, M. Michel George Hage, coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord.

La rencontre a porté sur les aspects de coopération existant entre la Mauritanie et la FAO dans le domaine de la lutte contre la désertification et sur les projets exécutés et sur ceux en cours de mise en œuvre dans notre pays.

L'audience s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, M. Mady Ould Taleb et du représentant de la FAO en Mauritanie, Dr. Athman Mravili.

**Le ministre de l'Education nationale décore des fonctionnaires**

Le ministre de l'Education nationale, M. Isselmou Ould Sid El Moktar Ould Lehbib, a, au nom du Président de la République, décoré lundi des fonctionnaires de son département dans le cadre des festivités commémorant le 57<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance nationale. Le ministre a décoré de la médaille de Chevalier de l'Ordre du Mérite national, M. Souleymane Ould Bouna Moktar, professeur retraité et décoré de la médaille d'Honneur de première classe Mme Roughaya Mint El Moustapha, chef de service du Recrutement et de la Formation initiale et de la médaille d'Honneur de troisième classe, Mme Aminetou Mint Ely Salem Ould Khayar, employée à la direction des Stratégies, de la Statistique, de la Planification et de la Programmation au



ministère. La décoration s'est déroulée en présence de la conseillère chargée du Suivi et de l'Evaluation, secrétaire générale

du ministère de l'Education nationale par intérim, Mme Ba Fatimata et les hauts responsables du département

**Fin à Nouadhibou du 8<sup>e</sup> festival "patrimoine de la pêche maritime"**

La 8<sup>e</sup> édition du festival "patrimoine de la pêche maritime", organisé conjointement par les autorités de Nouadhibou et le ministère des Pêches et de l'Economie maritime, a été clôturée lundi soir dans la capitale économique, au terme de trois jours d'intenses activités dont des expositions des produits des principales sociétés intervenant dans le

secteur, des soirées artistiques et des lectures poétiques.

Dans son mot de clôture, le wali de Nouadhibou, M. Mohamed Ould Mohamed Salem Ould Mohamed Rare, a souligné que ce festival annuel offre l'opportunité, pour les sociétés intervenant dans le secteur des pêches de faire connaître leurs activités, pour les coopératives de com-

mercialiser leurs produits et pour les habitants de Nouadhibou de vivre un moment de détente et de loisir. Des attestations ont été décernées aux participants au cours de la cérémonie de clôture, en présence du secrétaire général de la Zone Franche de Nouadhibou et des commandants des formations militaires et sécuritaires régionales.

**Le ministre de la Jeunesse reçoit le chargé d'Affaires palestinien**



Le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Mohamed Ould Jibril, a reçu en audience, lundi à Nouakchott, SEM Qusay Al-Maadi, chargé d'Affaires de l'Etat de Palestine en Mauritanie.

La rencontre a porté sur les relations de coopération existant entre la Mauritanie et la Palestine et sur les voies et moyens de les renforcer davantage notamment dans les domaines de la jeunesse et des sports.

**ACTUALITE**

**La Mauritanie à la une lors du Forum International sur les Mines «Mining Indaba»**



Le climat des affaires et d'investissement en Mauritanie et la phase II de l'extension du projet Tasiast sont à l'honneur au premier jour du Forum International sur les Mines « Mining Indaba » qui vient de se tenir du 04 au 8 février 2018 à Cape Town en République d'Afrique du Sud.

Une mission du ministère du Pétrole, de l'Energie et des Mines a pris part à cette importante rencontre internationale.

Dès le premier jour de ce forum de cette année, M. Paul Rollinston, directeur exécutif (CEO) de Kinross, a été invité par les organisateurs à faire un exposé sur le climat des affaires et d'investissement en Mauritanie ainsi que sur la phase II de l'extension du projet Tasiast.

Un grand public composé d'investisseurs, de banquiers, d'hommes d'affaires et personnalités officielles a assisté à cette conférence. La Mauritanie a ainsi été à l'honneur, durant les journées d'Indaba, en tant que pays hôte d'un projet minier qualifié de projet minier de l'année au niveau du continent africain.

La promotion s'est également con-

crétisée à travers les exposés successifs de M. François Auclair, porteur du projet Al Gold en Tijirit. Ces exposés ont eu lieu dans le cadre de la compétition ainsi organisée et ayant connu la candidature de 25 projets devant un jury composé de 12 spécialistes et professeurs d'universités où chacun est spécialisé dans un domaine relatif au secteur minier tel que : étude de faisabilité technique, bonne gouvernance, climat d'affaires, stabilité des pays et impacts sur l'investissement à moyen et court termes, etc. L'espace d'exposition "Investment Battle Field" (situé au milieu de la zone des stands d'exposition) a ainsi connu 4 exposés sur les projets miniers en Mauritanie, où les aspects positifs ont été évoqués et questionnés par les membres du jury :

- Historique Minier du pays
- Cadre légal attractif
- Introduction d'améliorations à l'occasion de chaque révision ou adaptation des textes
- Facilités et sécurités des investissements garanties par l'Etat
- Climat des affaires et progression dans le classement "Doing Business"

• Stabilité et sécurité du pays  
Suite à ces exposés devant le public des investisseurs et visiteurs, le projet Al Gold été couronné deuxième meilleur projet en développement. La Mauritanie a ainsi été reconnue et confortée dans sa position de destination privilégiée des investissements et projets qui réussissent. Il est à noter que les membres de la délégation ont joué un rôle d'appui important dans les différentes étapes de cet événement et ont, à chaque étape, fourni les informations et les messages clés à faire circuler par les porteurs des projets auprès des investisseurs. Face à des questions souvent posées par les investisseurs telles que les relations avec les communautés locales, présence des orpailleurs sur des zones de permis, modalités prévues par le cadre légal ou encore les taxes et royalties perçues sur les projets miniers, l'apport en réponses à ses questions par les membres de la délégation a ainsi été d'une importance capitale.

A propos de Mining Indaba «Mining Indaba» est la conférence d'investissement minier la plus grande en Afrique, focalisée essentiellement sur les compagnies détentrices (ou à la recherche) de titres miniers, les investisseurs et les Gouvernements dans le but d'orienter les investissements miniers en Afrique. La Conférence Minière d'Indaba rassemble, chaque année, près de 7000 investisseurs, membres gouvernementaux et représentants d'entreprises, avec l'idée de promouvoir les échanges entre tous ces différents acteurs miniers. Indaba est l'événement panafricain le plus important pour la branche minière, puisqu'il se classe au troisième rang des conférences minières internationales dans le monde.

**Guidimagha :**

**Le directeur général de Tadamoun inaugure une école primaire à Ghabou**

Le directeur général de l'Agence Nationale Tadamoun chargée de la Lutte contre les Séquelles de l'Esclavage, pour l'Insertion et la Lutte contre la Pauvreté, Me Hamdi Ould Mahjoub, a inauguré, dimanche dernier, une école primaire entière dans la localité de Sabouala, relevant de la commune de Gouraye, dans la moughataa de Ghabou, dépendant de la wilaya du Guidimakha.

L'école est dotée de tous les équipements pédagogiques dont les tables et les autres outils nécessaires pour un enseignement complet. « Cet établissement scolaire s'inscrit dans le cadre des programmes de l'agence pour soutenir le secteur de l'éducation, en infrastructures appropriées, conformément aux directives de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz », a affirmé à cette occasion, le directeur général de Tadamoun. Il a exhorté également les autochtones à orienter leurs enfants vers l'enseignement ainsi qu'à assu-



rer un suivi de toutes les étapes de leur cursus scolaire, afin de doter le pays d'une génération bien armée de savoir et de connaissances.

Le maire de Gouraye a loué cette importante réalisation pédagogique. Il a aussi appelé à sa maintenance et en tirer profit pour scolariser les enfants du village.

Le porte-parole des populations, M. Couly Sow, a remercié, à son tour, au nom des habitants de Sabouala, l'agence Tadamoun pour cet acquis. Il a aussi salué les efforts menés par le Président de la République pour assurer un enseignement de qualité à tous les citoyens du pays.

**La ministre de l'Agriculture reçoit le coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord**



La ministre de l'Agriculture, Mme Lemina Mint El Ghotob Ould Momma, a reçu en audience, lundi, à Nouakchott, M. Michel George Hage, Coordinateur de la FAO pour l'Afrique du Nord. La rencontre a porté sur les aspects de la coopération existant entre la Mauritanie et la FAO dans le domaine du développement de l'agriculture et de son appui. L'audience s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, du secrétaire exécutif de la commission de la FAO de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale et du représentant de la FAO en Mauritanie ainsi que de plusieurs responsables du département de l'Agriculture.

**Centre de Requalification et de Formation aux Métiers de la Pêche Sortie d'une nouvelle promotion de pêcheurs traditionnels**



Une cérémonie de sortie d'une nouvelle promotion de 250 pêcheurs traditionnels de l'Académie maritime relevant du ministère de la Défense nationale représenté par le Centre de Requalification et de Formation aux Métiers de la Pêche, a été organisée lundi à Nouakchott, sous la supervision du secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Economie maritime, M. Dah Ould Ali.

Ainsi, 1350 pêcheurs traditionnels ont été formés dans ce centre. La nouvelle promotion a bénéficié par ailleurs, comme les précédentes d'une formation de base, pratique et

théorique, dans les ateliers de formation dudit centre. La formation physique et morale a porté aussi sur la confection de filets, les types de cordes, la réparation des moteurs, en plus de cours sur la sécurité maritime et la pêche responsable.

La cérémonie s'est déroulée en présence du secrétaire général par intérim du ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et des Nouvelles Technologies de la Communication et de l'Information (NTIC) et de plusieurs acteurs des Pêches et de l'Economie maritime.

**Renforcement des capacités des acteurs dans l'évaluation et l'atténuation des catastrophes à Kiffa**

Un atelier de formation organisé par la direction générale de la Protection civile en collaboration avec le PNUD, sur le renforcement des capacités des acteurs dans l'évaluation des catastrophes et l'atténuation de leurs conséquences, au niveau de la wilaya de l'Assaba, a ouvert ses travaux lundi à Kiffa.

L'atelier s'inscrit dans le cadre du lancement du projet de résilience des populations précaires au niveau de la wilaya, afin d'être mieux outillées face à ces calamités naturelles. Le wali de l'Assaba, M. Mohamed Hacen Ould Mohamed Saad,

a mis en exergue à cette occasion, la grande attention accordée par le gouvernement mauritanien, sur orientation de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, aux franges démunies de la société, afin de hisser leurs capacités à tous les niveaux. Il a demandé également aux participants de tirer profit des exposés présentés au cours de cet atelier.

La cérémonie s'est déroulée en présence du hakem de la moughataa de Kiffa et du directeur général par intérim de la Protection civile.

## Agriculture : Une trajectoire alternative pour la prospérité de l'Afrique

Malgré le potentiel agricole de l'Afrique et sa croissance économique de l'ordre de cinq pour cent en moyenne sur les dernières années, son mode de croissance ne semble pas être durable à moyen et long termes. La croissance du PIB -essentiellement fondée sur les exportations de pétrole, de minéraux et de produits de base agricoles- impliquant peu ou pas de transformation, n'a pas conduit à une réduction soutenue de la pauvreté. D'où la nécessité d'emprunter une trajectoire alternative valorisant les ressources naturelles et utilisant des procédés de production innovants afin d'accélérer une croissance et un développement durables.



Cela pourrait passer par l'agrobusiness dont l'importance dans la création de richesse en Afrique a été largement reconnue au cours des dernières années. La mise en œuvre d'un processus de transformation rurale semble nécessaire pour accroître la valeur économique des produits de base agricoles et créer des perspectives d'emploi non agricole dans des domaines tels que la transformation après récolte, la logistique, la finance, la commercialisation et la gestion de la qualité

### Un espace économique mondial changeant

La forte croissance économique enregistrée par l'Afrique ces dix dernières années reste satisfaisante et enviable. Les revenus par tête dans certaines régions notamment en Afrique subsaharienne ont en effet multiplié par un facteur de 2,5 au cours des huit années.

Cependant, la région reste plongée dans la pauvreté et compte 33 des 48 pays les moins avancés (PMA) du monde. L'investissement orienté principalement vers le pétrole et les minéraux entraîne une surexploitation des ressources ainsi qu'une surévaluation de la monnaie.

Moins de 40% du produit agricole produit sur le continent est transformé, bien que l'agro-transformation compte pour 70% de la valeur ajoutée de l'industrie agroalimentaire et pour près de 50% du total des exportations dans les PMA.[1] Ces insuffisances dans la structure de transformation pourraient toutefois apparaître comme les opportunités de demain. En apportant de la valeur ajoutée aux produits de base agricole, l'Afrique générera des emplois

et rehaussera les revenus ruraux, et aussi réduira les pertes post-récolte et la volatilité des prix. En outre cela contribuera à stimuler la croissance dans d'autres secteurs, et à élargir les marchés intérieurs et le commerce extérieur -autant de facteurs qui contribueront à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

### L'agrobusiness pour la prospérité de l'Afrique

La voie à suivre pour engranger ces avantages passe par une transformation profonde des zones rurales africaines qui doivent réorganiser et transformer les exploitations familiales en des entreprises agricoles modernes. Dans sa publication de 2011 intitulée *Agribusiness for Africa's Prosperity*,[2] l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) encourage une telle approche, et élabore une stratégie qui repose sur sept piliers. A savoir : l'accroissement de la productivité agricole ; la mise à niveau des chaînes de valeur ; l'exploitation de la demande locale, régionale et internationale ; le renforcement des efforts technologiques et des capacités d'innovation ; la promotion du financement efficace et innovant ; l'encouragement de la participation du secteur privé ; et l'amélioration des infrastructures et de l'accès à l'énergie. La stratégie peut toutefois varier en fonction du produit visé selon des études de cas sur des chaînes de valeur de l'agrobusiness africain[3]. Celles africaines peinent toujours à positionner dans les chaînes globales en dépit du potentiel dont elles disposent et des opportunités présentes sur le marché. Les entreprises locales du conti-

nent plutôt que de s'insérer dans le marché, jouent le rôle de distributeurs des produits de marque mondiaux. Tout cela n'est pas sans conséquences sur les pays importateurs de produits alimentaires d'Afrique qui continuent de subir de plein fouet la hausse des prix de denrées de base.

Dans ce contexte, les marchés régionaux sont des opportunités pour l'agrobusiness. L'intégration des chaînes de valeur pourrait créer des possibilités pour les petits exploitants agricoles de rehausser leurs revenus de 10 à 100% selon certaines études. Cela impliquerait de la part des pays africains une réduction des obstacles tarifaires et non-tarifaires qui entravent le commerce des produits sur le continent. La diversification des partenaires économiques et commerciaux tout comme la mise en place d'un environnement propice aux affaires est également requise et ce, pour attirer les investissements directs étrangers et la participation privée à l'agrobusiness. Avec comme avantages liés entre autres à la compétitivité la promotion du développement du secteur privé à travers l'investissement; un accroissement de l'efficacité et de la productivité des entreprises locales ; et un encouragement à l'entrepreneuriat par la suppression des contraintes juridiques, financières et structurelles. Enfin, un leadership fort est plus que jamais nécessaire pour mettre en œuvre des politiques qui promeuvent l'ouverture, la stabilité macroéconomique.

### L'agrobusiness doit aller 'au-delà des frontières'

En étroite partenariat avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'ONUDI a tenu une série de consultations internationales sur l'agrobusiness comme moyen d'aborder les questions de sécurité alimentaire et de réduction durable de la pauvreté dans les pays à faible revenu. Dans son étude intitulée « African Agribusiness and Agro-industries Development Initiative ou 3ADI » l'ONUDI estime que l'expansion du secteur suppose une convergence d'initiatives indépendantes allant des petits exploitants agricoles aux grandes entreprises d'agrobusiness en passant par les transformateurs, les négociants, les fournisseurs de

logistiques, l'assurance de la qualité, les services de finance, etc., et appelle également à un accroissement de l'investissement étranger et du commerce extérieur. Des opérations conjointes sont actuellement en cours dans 12 pays soit, Afghanistan, Comores, République démocratique du Congo, Ghana, Haïti, Liberia, Madagascar, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Soudan et Tanzanie - où un à deux produits agricoles clés sont choisis par les autorités locales, en conformité avec les stratégies nationales. Chaque produit sert de base à une analyse détaillée des chaînes de valeur.

### Lier les petits exploitants agricoles aux grandes sociétés d'agrobusiness

Dans une chaîne de valeur type de l'agrobusiness, les matières premières et les autres intrants circulent de la pré-production à la transformation puis vers le marché final. Une mobilisation coordonnée des ressources est nécessaire pour améliorer la productivité des ressources naturelles et des facteurs de production que sont les terres le travail et la technologie. Ceci appelle un renforcement de compétences et du savoir-faire dans des domaines notamment la gestion des risques, la commercialisation, le contrôle-qualité, la maîtrise de nouvelles technologies - telles que les machines de traitement, les équipements de préparation des sols et les techniques d'irrigation et l'utilisation des semences et engrais- résistants adaptés aux effets du changement climatique.

La plupart de ces ressources sont actuellement détenues par le secteur privé qui, tenté par le potentiel de l'agrobusiness dans les pays en développement, et en particulier, les pays à faible revenu de l'Afrique, ne cesse de manifester son intérêt d'investir dans ce secteur. Le volume de l'investissement fixe privé était trois fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement (APD) en 2008.

L'investissement du secteur privé tout comme l'aide au développement orienté vers l'agriculture pourrait contribuer au développement de ce secteur par l'amélioration de la productivité et de la qualité tout en facilitant la gestion des chaînes d'offre par l'introduction de mécanismes de

traçabilité.

### Redresser la situation de l'or blanc au Ghana

Au Ghana, le début des années 2000 fut une période noire pour la production cotonnière. La situation s'empira en 2010. Sous l'influence combinée de prix mondiaux défavorables et des faiblesses structurelles, la production de coton fut au point mort entraînant alors une recrudescence de la pauvreté.

Attiré par les prix internationaux très élevés et inspiré par la réussite du secteur du coton du Burkina Faso voisin, le Ghana a alors divisé la région de production en trois zones et se s'assura du soutien de grandes sociétés d'agrobusiness pour accroître les superficies cultivées de 5.000 à 50.000 hectares.

Une mission conjointe Banque mondiale/ONUDI s'est rendue sur place début 2011 et a recommandé une gamme complète d'interventions en vue d'étendre la chaîne de valeur. Ces mesures visent premièrement à accroître la production nationale pour répondre à une demande croissante des entreprises de transformation chinoises ou égyptiennes et ainsi renforcer la position ghanéenne dans le commerce extérieur. En outre, cette opération cherche à créer des emplois et les revenus ruraux.

La solution de cette mission conjointe passe par une mécanisation accrue, une réforme du rôle public dans l'industrie ainsi que des réglementations et mécanismes de fixation des prix acceptables pour toutes les parties prenantes.

Des financements substantiels et bien coordonnés, seront - entre autres - nécessaires pour engager l'agriculture dans une voie plus productive et plus efficiente. Parmi les principaux acteurs de cette transformation figurent les agriculteurs et les négociants mais aussi, les fournisseurs d'engrais, de pesticides et de semences ainsi que les entreprises rurales de services énergétiques, les transporteurs et les fabricants et finalement les fournisseurs de technologie et de financements ruraux. Les gouvernements nationaux et les institutions de financement du développement doivent concentrer leurs efforts par la mise en place de politiques économiques et infrastructurelles claires et prévisibles



Hygiène de vie

# Le problème des plantes victimes de leur succès

Les « simples » sont des plantes médicinales qui décroissent toujours les gens parce qu'elles sont trop... simples ! Persil, thym, romarin, basilic, ail... Les gens n'y croient plus. Ces plantes sont « trop » courantes !! Trop bon marché. Du coup, on suppose qu'elles ne servent à rien.



tiseptique naturel

**Le basilic**

Le basilic agit contre les coliques, les gaz, les nausées, l'anxiété, l'insomnie. Faites-en du pistou avec de l'ail et de l'huile d'olive... Ajoutez-le dans les salades (tomates, laitue), les soupes, les omelettes. L'odeur du basilic se reconnaît immédiatement. Cueillez le l'été et congelez-le pour parfumer vos plats toute l'année.

**Thym et origan**

Ces deux herbes de Provence ont des propriétés très proches. Utilisez l'une ou l'autre, ou bien mélangées. Elles sont anti-inflammatoires et particulièrement utiles contre le syndrome métabolique : tout ce qui est hypertension, excès de sucre sanguin, surpoids, résistance à l'insuline... Le thym est efficace contre le rhume, la toux et les problèmes urinaires.

Mettez-en dans vos sauces à base de tomates, vos marinades, les viandes grillées, et faites-en des infusions. A utiliser sans modération, le thym est aussi bon en gout que pour la santé

**Le persil**

Eh non, je n'ai pas honte non plus de vous vanter les bienfaits du... persil ! C'est un excellent détoxifiant qui protège votre foie, sans même que vous vous en rendiez compte. Riche en polyphénols, il est anti-inflammatoire et protège le cœur et les artères.

Vous pouvez en mettre absolument partout. Une branche de persil frais sur n'importe quel plat, cru ou cuit. Facile à cultiver dans un potager ou en pot, le persil relèvera chacun de vos plats

Une meilleure santé, sans vous en rendre compte

**Faites confiance aux plantes.**

Plus vous ajouterez d'herbes aromatiques, d'épices, de plantes fraîches, dans votre cuisine, mieux votre santé s'en portera, globalement. Vous ne vous en rendrez pas forcément compte. Car on fait plus attention aux maladies qu'à la bonne santé. On ne s'étonne pas de ce « silence du corps » qui caractérise une personne en bonne santé. On croit que c'est normal quand on est habitué à aller bien.

Ainsi, peu de personnes en bonne santé se réveillent le matin en se disant : « Oh ! je n'ai aucune douleur au ventre ! Ni aux articulations ! Ni à la tête ! ». Elles ne se rendent pas compte comme c'est agréable. Et elles ne se doutent pas qu'elles doivent leur bonne santé, pour partie, à ces innocentes petites plantes qui parsèment leur nourriture, trois fois par jour, depuis des décennies.

**À votre santé !**

Sidi Moustapha Ould BELLALI  
bellalididi@yahoo.fr  
Source : Jean-Marc Dupuis

**Le paradoxe du succès**

En réalité, c'est parce qu'elles sont bonnes pour la santé que ces plantes sont partout dans notre cuisine. Les gens ne mesurent pas ce que serait leur santé s'il n'y avait plus ces plantes dans leurs assiettes. Mais on voit le résultat sur les populations qui les délaissent. Celles qui ne se nourrissent plus que de malbouffe, chips, sucreries, et ne consomment plus jamais de persil ciselé, de basilic et d'ail frais, de thym odorant. Partout, c'est l'obésité, l'hypertension, le diabète, l'arthrose, le cancer, la dépression, la stérilité.

**Le snobisme des spécialistes des plantes**

Il n'empêche que, quand vous enseignez les plantes, vous vous sentez bête de parler des plantes banales. Vous vous valorisez cent fois plus en vantant les vertus de l'aspérule odorante, du petit grain bigaradier, de la jusquiame ou de la potentille ansérine.

**« Comme vous êtes savant, comme on vous admire !! »**

Eh oui ! C'est comme ça que fonctionne l'humanité... Protégez vos dents... et votre porte-feuille ! Le Dr Eric Lorrain, a mis au point un nouveau protocole de soins naturels pour vos dents. Changez complètement la façon

de vous brosser les dents. Mettez toutes les chances de votre côté pour vous protéger des maladies. Evitez des séances chez le dentiste, douloureuses pour votre bouche et votre porte-monnaie ! Je préfère le pissenlit et la camomille Et pourtant, à choisir, je préfère le pissenlit, la camomille, la sauge, le persil, à je ne sais quelle plante mystérieuse ou exotique. Et je ne suis pas le seul. Quand des amis me rendent visite, je les emmène dans mon jardin s'ils le souhaitent. Au passage, je cueille une courgette, quelques belles tomates, une salade, des aubergines, de la rhubarbe, des épinards, une botte d'oignons ou d'échalotes fraîches, selon la saison. Une récolte particulièrement abondante de mon potager fin août. C'est toujours un moment de plaisir (surtout pour moi !), et chacun s'étonne de l'odeur et des belles couleurs de ces légumes si frais. Mais l'excita-

tion est à son comble quand je coupe des plantes aromatiques (qui sont, pour la plupart, aussi médicinales) pour les ajouter dans le cageot. Je ne parle pas de plantes rares. Je parle des herbes qui se trouvent dans tous les potagers bien tenus, dans tous les « jardins de curé », comme on disait autrefois. Avez-vous récemment approché votre nez d'un plant de camomille en plein mois d'août ? Froissée une feuille de sauge ? Cueilli, même délicatement, une branche de romarin ? Saisi une touffe de thym citron ou de thym curry ? Vous avez alors été enveloppé d'effluves d'huiles essentielles bienfaisantes qui ont parfumé l'atmosphère plusieurs minutes autour de vous. Vos mains ont été imprégnées de l'odeur. Dans le cageot qu'ils emportent dans leur voiture, ce sont elles qui embaument mes visiteurs (avant de faner bien tristement dans un frigo... Les simples, en effet, sont toujours

meilleurs consommés tout de suite).

**Retour aux fondamentaux**

Tout ça pour dire que je n'ai pas honte de rappeler les vertus de quelques plantes parmi les plus communes :

**La sauge**

La sauge est un antiseptique essentiel. Elle empêche les plaies de s'infecter, et elle évite les germes dangereux dans la nourriture. C'est pourquoi on la met toujours avec les plats qui, mal cuits, peuvent rendre malades. De même, elle agira dans les intestins contre les infections et apaisera l'inflammation. Le mot « sauge » vient, d'ailleurs, du latin salvare, qui signifie « guérir », « sauver ».

Ciselez de la sauge et mélangez-la avec du beurre la prochaine fois que vous servez du poisson. Mettez-en avec du citron dans votre poulet avant de le faire rôtir. La sauge, utile pour relever vos plats et comme an-

## Un cerveau au top

Si, en prenant de l'âge, vous constatez que : Vous perdez régulièrement vos lunettes (alors qu'elles sont sur votre tête) ; Vous avez du mal à vous souvenir du nom de vos petits-enfants ou de vos voisins ; Vous avez systématiquement besoin de noter la liste de courses, même pour acheter trois produits ; Vous ne vous souvenez jamais de votre numéro de téléphone.

**Alors j'ai une bonne nouvelle pour vous.**

Vous n'êtes pas condamné, avec l'âge, à perdre la mémoire et à devenir progressivement sénile. Au contraire, votre cerveau est l'organe le plus plastique de votre corps. Ses capacités de régénération sont extraordinaires. Et vous pouvez les utiliser. Il existe des méthodes naturelles pour inverser le processus de vieillissement de votre cerveau et retrouver les capacités intellectuelles et cognitives de votre jeunesse. La recherche scientifique sur le cerveau est celle qui progresse le plus vite en ce moment. Il ne se passe pas une semaine sans qu'un pas de géant ne soit franchi dans la compréhension de cet organe.

Par exemple, on sait aujourd'hui que : De nouveaux neurones continuent à être produits à l'âge adulte, sous certaines conditions. La maladie d'Alzheimer n'est d'origine génétique que dans 1 % des cas. Dans 99 % des cas, elle est la conséquence du mode de vie et de l'environnement neurotoxique du patient. Un état dépressif peut être déclenché par ce que vous mettez (ou ce que vous ne mettez pas) dans votre assiette. Etc.

**Mais ce n'est pas le plus incroyable.**

Le plus incroyable, c'est ce que les chercheurs ont découvert à propos du cerveau d'un des plus grands prodiges que la Terre ait portés.

**Le secret du génie d'Albert Einstein**

Après avoir disparu pendant plus de vingt ans, le cerveau d'Albert Einstein est réapparu... découpé en tranches et plongé dans du formol. Le légiste qui avait autopsié le physicien avait secrètement subtilisé l'illustre cortex avant de rendre la dépouille à sa famille. En 1978, il a envoyé des morceaux de cerveau à des labo-

ratoires dans le monde entier. Les chercheurs l'ont observé sous toutes les coutures, espérant y trouver la clé de son exceptionnelle intelligence.

**Mais... ils n'ont rien découvert !**

Ou du moins, pas ce qu'on attendait : le génie n'avait pas « plus de neurones » que le commun des mortels. Au contraire, son cerveau était même plus petit que la moyenne. Ce n'est pas seulement le nombre de neurones qui compte ! Des examens sur d'autres cadavres ont par la suite montré que le cerveau pouvait en effet parfaitement fonctionner avec un nombre très réduit de neurones.

Car plus que le nombre de neurones, c'est la densité et la qualité des connexions entre eux qui sont primordiales.

**En quoi est-ce une bonne nouvelle pour vous ?**

C'est une bonne nouvelle, parce qu'il est tout à fait possible, par des méthodes très simples et à la portée de chacun, d'améliorer la connexion entre vos cellules nerveuses.

# Accros à nos téléphones intelligents ? Non, plutôt à nos semblables !

**N**ous connaissons tous des gens qui, les yeux rivés à leur écran de téléphone, passent leur temps à texter et suivent à la trace les faits et gestes de leurs amis sur les réseaux sociaux. Plusieurs voient là des manifestations du comportement antisocial caractéristique de la dépendance au téléphone intelligent. Devant ce phénomène, dont on a fait abondamment état dans les médias depuis quelques mois, investisseurs et consommateurs exhortent les géants technologiques à agir. Mais y a-t-il vraiment lieu d'agir ? Se pourrait-il que cette soi-disant dépendance n'ait rien d'antisocial, mais soit plutôt la marque d'une hypersocialisation ?



Comme l'explique le Pr Samuel Veissière, anthropologue cognitiviste qui s'intéresse à l'évolution de la cognition et de la culture, le désir d'observer et de surveiller son prochain - tout comme celui d'être soi-même observé et surveillé - est profondément ancré chez l'être humain. L'Homme est aujourd'hui une espèce sociale pareille à nulle autre, qui a besoin d'être constamment rassurée par ses semblables sur la convenance culturelle de ses comportements. En outre, ces interactions humaines donnent un sens et des objectifs à sa vie, tout en contribuant à la construction de son identité.

Samuel Veissière et Moriah Stendel, chercheurs au Département de psychiatrie de l'Université McGill, ont procédé à une revue de la littérature actuelle sur l'utilisation dysfonctionnelle de la technologie intelligente en examinant les données sous l'angle de l'évolution. Ils ont constaté que les fonctions du téléphone intelligent les plus susceptibles de provoquer une dépendance avaient un point en commun : elles réveillent le désir de l'être humain de nouer des liens avec son prochain. Les résultats de leur étude paraîtront dans la revue *Frontiers in Psychology*.

Comment dompter la bête ?

- Cessez de vous en faire : votre dépendance n'est que le reflet de votre désir de nouer des liens avec vos semblables. C'est tout à fait normal !  
- Désactivez les notifications poussées et consultez votre téléphone à heures fixes, selon un horaire approprié.  
- Proposez à vos amis, aux membres de votre famille et à vos collègues le respect d'un protocole précisant à quel moment les tentatives de communication sont les bienvenues.

## Quand un besoin sain devient-il malsain ?

Certes, le téléphone intelligent satisfait un besoin de socialisation normal et sain. Toutefois, convient le Pr Veissière, en raison du rythme et de l'ampleur de l'hyperconnectivité, le circuit de récompense du cerveau est sollicité de toutes parts, ce qui peut engendrer une dépendance.

« En cette ère postindustrielle où les aliments abondent et sont facilement accessibles, notre désir de matières grasses et de sucre, vestige de lointaines pressions de sélection, peut facilement provoquer des excès qui entraîneront obésité, diabète et problèmes cardiaques (...). De même, le besoin de socialisation et l'excitation du circuit de la récompense [par le téléphone intelligent comme outil d'interaction sociale] peuvent faire

naître le besoin maniaque de surveiller son prochain et conduire à l'hypersocialisation », écrivent les auteurs.

« Ce sujet soulève de vives inquiétudes, souligne le Pr Veissière. Nous voulons être porteurs de bonnes nouvelles en montrant que nous sommes accros non pas au téléphone, mais bien aux interactions humaines, et qu'il existe des solutions plutôt simples à cette dépendance. »

La désactivation des notifications poussées et la consultation du téléphone à heures fixes constituent des cures de désintoxication fort efficaces. En outre, selon certaines études, les employeurs devraient interdire l'envoi de courriels le soir et la fin de semaine.

« Au lieu de réglementer le secteur technologique ou l'utilisation des appareils, nous devrions nous demander comment faire bon usage du téléphone intelligent, a récemment déclaré le professeur en entrevue. Les parents et les professeurs doivent prendre conscience de l'importance de cette question. »

## Helicobacter pylori

*Helicobacter pylori* est une bactérie dont la structure externe est hélicoïdale (d'où son nom « *Helicobacter* »), munie de flagelles, et qui infecte la muqueuse gastrique. 80 % des ulcères gastro-duodénaux sont causés par des infections de *H. pylori*, même si, chez la plupart des humains infectés, la maladie reste asymptomatique.

*H. pylori* est une bactérie très commune (trouvée chez 50 % des humains). Elle vit exclusivement dans l'estomac humain et est la seule bactérie connue pouvant survivre dans un environnement aussi acide. Son enveloppe hélicoïdale pourrait l'aider à se visser dans la paroi stomacale afin de la coloniser et d'y persister.

## Histoire

En 1875, des scientifiques allemands découvrirent une bactérie hélicoïdale dans des estomacs humains. Celle-ci ne pouvant être cultivée, les recherches la concernant furent finalement abandonnées. Cette bactérie fut redécouverte en 1982 par deux chercheurs australiens, J. Robin Warren (pathologiste) et Barry J. Marshall (gastroentérologue), qui isolaient et cultivaient des organismes à partir d'estomacs humains. Dans leur publication originelle, Warren et Marshall soutinrent que la plupart des ulcères stomacaux et gastriques étaient causés par une infection de cette bactérie, et non par le stress ou la nourriture épicée,

comme on le pensait auparavant. Cette découverte leur valut le prix Nobel de physiologie et de médecine 2005. Certains pensent que la communauté médicale mit du temps avant de reconnaître le rôle de cette bactérie dans les ulcères gastriques, pensant qu'aucune bactérie ne pouvait survivre bien longtemps dans l'environnement acide de l'estomac. Après que des études complémentaires eurent été réalisées, dont celle durant laquelle Marshall ingurgita un tube à essai de *H. pylori*, contracta une gastrite (il n'eut pas la patience d'attendre le développement d'un ulcère) et se soigna avec des antibiotiques (satisfaisant de ce fait 3 des 4 postulats de Robert Koch), la communauté médicale commença à changer d'avis. En 1994, le National Institutes of Health publia un texte soutenant que la plupart des ulcères gastriques récurrents étaient causés par *H. pylori*, et recommandait que des antibiotiques soient inclus dans le traitement. Avant que soit reconnu le rôle de cette bactérie, les ulcères stomacaux étaient habituellement soignés par des médicaments qui neutralisaient l'acidité stomacale, ou diminuaient sa production. Malgré le fait que cette technique donnait de bons résultats, les ulcères réapparaissaient très souvent. Un médicament classiquement utilisé était le subsalicylate de bismuth. Il fonctionnait assez bien, mais fut finalement abandonné, son mécanisme d'action étant inconnu, et le bismuth étant un métal toxique. Il semble maintenant plausible que le sel de bismuth fonctionnait comme un toxique tuant les bactéries (antibiotique). La plupart des ulcères sont maintenant efficacement traités par des antibiotiques ciblant *H. pylori*. Cette bactérie fut initialement appelée *Campylobacter pyloridis*, puis *C. pylori* (après correction grammaticale latine). Finalement, après que le séquençage de son ADN eut montré que la bactérie n'appartenait pas au genre *Campylobacter*, elle fut placée dans un nouveau genre : *Helicobacter*. Le nom *pylori* tire son origine du latin « *pylorus* », qui signifie « gardien de l'ouverture », et qui fait référence à l'ouverture circulaire (pylore) menant de l'estomac au duodénum. Alors que *H. pylori* reste la seule espèce connue capable de coloniser l'estomac hu-

main, d'autres espèces de *Helicobacter* ont été identifiées chez d'autres mammifères, ainsi que chez certains oiseaux. Une autre équipe de chercheurs a montré qu'*Helicobacter pylori* était déjà présente dans l'estomac d'environ la moitié des *Homo sapiens* il y a 58 000 ans dans la souche africaine, avant les grandes migrations des êtres humains vers l'Asie et l'Europe. Ces chercheurs ont en effet observé que la diversité génétique de *H. pylori* diminue lorsque l'on s'éloigne de l'Afrique de l'est, de la même façon que dans la lignée humaine, et que la bactérie semble avoir migré en dehors de l'Afrique vers -58 000.

## Vers une meilleure prévision des éruptions solaires

Un seul et unique phénomène pourrait contrôler toutes les éruptions solaires. C'est ce que viennent de mettre en évidence des chercheurs du CNRS, de l'École polytechnique, du CEA et d'Inria dans un article qui fera la Une de la revue *Nature* le 8 février 2018. Ils ont mis en évidence la présence d'une « cage » renforcée dans laquelle se développe une corde magnétique à l'origine des éruptions solaires. C'est la résistance de cette cage aux assauts de la corde qui détermine la puissance et le type de l'éruption à venir. Ces travaux ont permis d'élaborer un modèle capable de prévoir l'énergie maximale qui peut être libérée lors d'une éruption solaire, aux conséquences potentiellement dévastatrices pour la Terre. Comme sur Terre, des tempêtes et « ouragans » balaient l'atmosphère du Soleil. Sur ce dernier, ces phénomènes, causés par une reconfiguration brutale et soudaine du champ magnétique solaire, se caractérisent par une intense libération d'énergie sous la forme d'émissions de lumière et de particules et, parfois, par l'éjection d'une bulle de plasma. C'est l'étude de ces phénomènes, qui se produisent dans la couronne, la zone la plus externe du Soleil, qui permettra la mise au point de modèles de prévision, comme pour la météo terrestre, afin de limiter notre vulnérabilité technologique face aux éruptions solaires qui peuvent impacter plusieurs secteurs (distribution d'électricité, systèmes GPS et de communication, etc.). En 2014, des chercheurs (3) ont montré qu'une structure caractéristique, un enche-

vêtement de lignes de force magnétiques torsadées comme une corde de chanvre, apparaissait progressivement dans les jours précédant une éruption solaire. Cependant, ils n'avaient observé cette « corde » que pour les éruptions qui expulsent des bulles de plasma. Dans cette nouvelle étude, les chercheurs ont étudié les autres types d'éruptions, dont les modèles sont encore débattus, en plongeant plus profondément dans l'analyse de la couronne solaire, une zone si ténue et si chaude que le champ magnétique solaire y est difficile à mesurer. Ils ont pour cela procédé de la même manière que pour une échographie, en mesurant d'abord le champ magnétique plus fort à la surface plus dense du Soleil, pour reconstruire ensuite, à partir de ces données, ce qui se déroule dans la couronne solaire (4). Cette étude révèle la présence d'une cage magnétique renforcée multicouche (en orange et rose) dans laquelle se développe la corde magnétique (en bleue) pendant les dernières heures avant l'éruption. Ils ont appliqué cette méthode pour une éruption très importante qui s'est développée en quelques heures, le 24 octobre 2014. Ils ont montré que durant les heures qui ont précédé l'éruption, la corde qui se développait était enfermée dans une « cage » magnétique multicouche. À l'aide de modèles d'évolution calculés sur des super-ordinateurs, ils ont mis en évidence que l'énergie de la corde s'est montrée insuffisante pour briser toutes les couches de la cage, rendant impossible une éjection de bulle magnétique. La torsion élevée de la corde a néanmoins déclenché une instabilité et la destruction partielle de la cage, permettant tout de même l'émission de rayonnements puissants ayant entraîné des perturbations terrestres. Grâce à leur méthode, permettant de suivre une éruption durant les dernières heures avant sa naissance, les chercheurs ont mis au point un modèle capable de prévoir l'énergie maximale qui peut être libérée par la zone du Soleil concernée. Ce modèle a ainsi montré que pour l'éruption de 2014, une énorme éjection de plasma se serait produite si la cage avait été moins résistante.

## La Palestine continuera à solliciter une pleine adhésion à l'ONU" (Nabil Chaath)



Le dirigeant palestinien Nabil Chaath, conseiller du président Mahmoud Abbas, a indiqué lundi à l'agence Sputnik que la Palestine "continuera à solliciter un statut d'Etat membre à part entière à l'Onu". "La Palestine continuera à solliciter une pleine adhésion aux Nations unies, malgré le veto américain qui, avec l'administration actuelle, semble encore plus inévitable qu'auparavant" a déclaré Nabil Chaath à l'agence de presse russe. "Nous poursuivons nos tentatives, même si les Etats-Unis continuent à opposer leur veto contre notre demande d'adhé-

sion à part entière. Peut-être que la communauté internationale se lassera de n'avoir que le veto américain à répondre à notre demande", a ajouté Nabil Chaath, conseiller du président palestinien pour la politique étrangère et les relations internationales. Une rencontre entre le président russe et son homologue palestinien, en visite de travail en Russie, devait avoir lieu ce lundi à Sotchi, mais ce rendez-vous a été reporté par Vladimir Poutine à la suite du crash, dimanche, d'un avion de ligne près de Moscou qui a causé la mort des 71 personnes à bord. Nabil Chaath a

confirmé l'intention de Mahmoud Abbas de prononcer prochainement un discours au Conseil de sécurité des Nations unies, où le Président, selon son conseiller, confirmera l'engagement de la Palestine dans le processus de paix, qui devrait par ailleurs être revu dans un format "plus juste et multilatéral". "Monsieur Abbas, notre Président, s'adressera au Conseil de sécurité de l'Onu au sujet du Moyen-Orient. Il va seulement prononcer un discours, puis partira. Il dira la même chose que ce que je viens de vous expliquer: qu'Israël viole grossièrement les accords existants, que les Etats-Unis les soutiennent sans broncher, qu'il est temps que le Conseil de sécurité approuve le processus de paix international sur la base de la Charte des Nations Unies", a affirmé Nabil Chaath.

Depuis le 29 novembre 2012, la Palestine a le statut d'Etat observateur à l'Onu, qui lui a été attribué par l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Son adhésion à part entière doit être examinée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Les Etats-Unis, qui disposent en tant que membre permanent du Conseil de sécurité d'un droit de veto, ont déjà prévenu qu'ils l'exerceraient si la requête palestinienne était soumise à un vote.

## Reconstruction :

### L'Irak cherche 88 milliards de dollars pour se reconstruire

L'Irak, meurtri par trois ans de guerre contre le groupe Etat islamique (EI), cherche à récolter 88 milliards de dollars pour se reconstruire, un chantier titanesque entamé lundi avec l'ouverture d'une conférence internationale à Koweït.

Pendant trois jours, des centaines de responsables politiques, d'ONG et d'hommes d'affaires doivent participer à cette conférence. Bagdad mise notamment sur le secteur privé pour lever des fonds au plus vite, alors que des milliers d'habitations sont détruites et plus de 2,5 millions de personnes déplacées.

Ravagé depuis les années 1980 par les guerres à répétition et un long embargo, l'Irak a annoncé il y a deux mois la "fin" d'une nouvelle guerre, cette fois contre les jihadistes de l'EI qui s'étaient emparés d'un tiers de son territoire à partir de 2014, menaçant son existence même. Mais la reconstruction du pays, deuxième producteur de pétrole de l'Opep, s'annonce longue et difficile. "Nous estimons que les besoins totaux de reconstruction en Irak s'élèvent à 88,2 milliards de dollars (71,9 milliards d'euros)", a déclaré le ministre irakien de la Planification, Salmane al-Joumeili, à l'ouverture de la conférence. Ces fonds "serviront d'abord à réhabiliter les personnes déplacées et reconstruire les services publics", a-t-il ensuite précisé à l'AFP.

Selon Qusai Abdelfattah, directeur général au sein du ministère de la Planification, 22 milliards de dollars de ces fonds sont nécessaires de façon urgente, et le reste à moyen terme.



"Nous avons lancé des programmes de reconstruction (...) mais ce que nous avons accompli est inférieur à 1% de ce dont l'Irak a besoin", s'est alarmé Mustafa al-Hiti, président du fonds de reconstruction pour les zones touchées par les combats contre l'EI. "Plus de 138.000 maisons sont endommagées, dont la moitié sont complètement détruites", a-t-il souligné. De son côté, l'OMS appelle la communauté internationale à "investir dans le secteur de la santé qui est dévasté", a indiqué Altaf Musani, son représentant en Irak. Dans les provinces sunnites d'al-Anbar, Ninive et Salaheddine, qui ont été des fiefs de l'EI, 14 hôpitaux et installations sanitaires ont été endommagés ou détruits.

Dès lundi, des ONG - en majorité koweïtiennes - ont annoncé une levée de fonds pour soutenir les opé-

rations humanitaires de plus de 330 millions de dollars, dont 130 du Comité international de la Croix-Rouge.

Mardi, la conférence fera une large place au secteur privé, tandis que le troisième jour sera consacré à l'annonce par les Etats participants du montant de leurs contributions financières.

Avant de rejoindre Koweït, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian s'est rendu lundi à Bagdad pour assurer les responsables irakiens du "soutien de la France".

Le chef de la diplomatie française participera mardi à une réunion de la coalition internationale antijihadistes à Koweït en présence de son homologue américain Rex Tillerson, où 74 pays et organisations seront représentés.

## Brexit :

### Les entreprises optimistes malgré des négociations



Les responsables de grandes entreprises au Royaume-Uni, en Allemagne, France et Espagne, sont plutôt optimistes quant aux conséquences du Brexit, selon une étude du cabinet FTI Consulting, malgré des négociations difficiles.

Un peu moins de 90% des 2.500 responsables seniors de ces entreprises interrogés par le cabinet s'attendent à un chiffre d'affaires stable ou en hausse dans la première année suivant le départ britannique de l'UE en mars 2019.

Les trois-quarts d'entre eux souhaitent tout de même avoir une vision claire de la façon dont l'UE à 27 et le Royaume-Uni envisagent leur future relation d'ici au mois de juin prochain, un délai crucial pour pouvoir planifier des "changements irréversibles" dans leur stratégie.

L'optimisme des entreprises est pour le moins "surprenant", a estimé FTI Consulting, "alors que tout reste à déterminer sur l'issue finale du Brexit et que nos résultats montrent qu'il reste beaucoup de choses à mettre en place pour que les entreprises soient prêtes".

Les deux tiers des entreprises britanniques pensent que le Royaume-Uni maintiendra l'absence de droits de douane sur les biens, 59% que la libre-circulation restera de mise et 52% que la Cour européenne de justice de l'UE (CJUE) conservera son autorité. "Les résultats sous-entendent une mauvaise compréhension de la réalité politique", analyse Hans Hack, un ancien diplomate néerlandais devenu consultant pour FTI.

"Il y aura des gagnants et quelques perdants, en supposant que l'on arrive malgré tout à un accord. Cela pourrait assez fortement toucher des secteurs", prévient-il.

L'UE et le Royaume-Uni ont entamé en février leur discussion sur une période de transition d'une vingtaine de mois suivant le Brexit, après avoir trouvé début décembre un premier accord sur les conditions du divorce en ce qui concerne le solde des comptes, les droits des citoyens et la frontière irlandaise.

Mais le négociateur de l'UE Michel Barnier a averti vendredi que cette transition n'était "pas acquise" au vu des exigences britanniques. Les deux camps espèrent boucler cette partie des négociations d'ici à mars, avant de parler de la future relation, en particulier commerciale.

Le Royaume-Uni a d'ores et déjà fait part de son intention de quitter le marché unique et l'Union douanière après le Brexit. L'UE a fait du respect indivisible des quatre libertés de circulation (biens et services, personnes, capitaux) l'une de ses lignes rouges.

: 71% des sociétés financières britanniques pensent qu'il sera maintenu, mais seulement 59% en Allemagne, 56% en Espagne et 51% en France.

Le sondage a été effectué sur internet entre les 4 et 19 décembre 2017 et a recueilli 2.568 réponses de responsables seniors dans de grandes entreprises au Royaume-Uni (642), en Allemagne (632), en France (646) et en Espagne (648).

## Tanzanie:

### Les autorités s'attaquent à la production de cannabis

Les autorités tanzaniennes ont détruit quelques jours 14 hectares de champs de cannabis dans un district de la province septentrionale d'Arusha, dans le cadre d'une opération spéciale contre cette culture illégale en Tanzanie, a-t-on indiqué de source administrative. Selon les autorités locales du district d'Arumeru, huit hectares ont été détruits dans la journée de samedi sur les versants de la forêt de Meru, venant s'ajouter aux six qui avaient été détruits mercredi, au lancement de l'opération par le

ministre de l'Intérieur, Mwigulu Nchemba.

"Nous sommes décidés à en finir avec la culture du cannabis". "Certains responsables locaux sont complices ou impliqués eux-mêmes. Nous ne pouvons pas accepter cela", a déclaré à la presse le secrétaire exécutif du district d'Arumeru, Timotheo Mzava, durant l'opération de samedi. Il a souligné que trois responsables de base, soupçonnés de complicité, étaient en fuite. "Le gouvernement va mener cette opération dans tous les coins du pays."

# Les enjeux posés par le développement durable

Les enjeux environnementaux, tels la pollution, l'effet de serre et l'émission de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), les changements de climat, les cyclones, la rareté de l'eau, la désertification dans de nombreuses régions du monde ou les inondations et les pluies torrentielles dans d'autres régions ont pris une acuité croissante. Les pays les moins développés y sont particulièrement sensibles du fait de leur faible résilience. La priorité est donnée à la survie et au court terme aux dépens des gestions

des patrimoines dans une perspective intergénérationnelle. Les régulations antérieures des écosystèmes sont remis en question par la rapidité des changements, notamment démographiques. Mais de nombreuses catastrophes n'ont pas de frontières et le réchauffement de la planète concerne en premier chef les pays industriels, et concernera fortement les pays émergents tels la Chine ou l'Inde quant à leur cause, mais la terre entière quant à leurs conséquences.



L'environnement pose la question de la viabilité du modèle de développement des pays industriels et de sa généralisation à l'échelle mondiale dans un monde fini. Les réponses sont variables. Selon certains, environnement et développement économique sont antagoniques, alors que selon d'autres le développement durable permet de concilier ces deux dimensions à la condition de révolutionner les modes de production et de consommation grâce aux avancées technologiques et aux actions collectives. Nous présenterons les enjeux posés par le développement durable en nous situant d'abord au niveau des représentations, puis des décisions collectives et politiques, avant d'illustrer les liens entre environnement et développement économique à propos de l'énergie et du climat.

Le développement et l'environnement sont-ils antinomiques ou complémentaires ?

## Vision anthropocentrée ou écocentrée du monde ?

Il existe, en revanche, des courants favorables à la décroissance économique, remettant fondamentalement en question les avancées technologiques et les progrès de productivité. Les courants naturalistes et écologistes mettent en avant les priorités environnementales et les risques de la planète face au productivisme ; les principes écologiques doivent conduire à une révolution copernicienne conduisant à traiter l'économie comme un sous-système de la biosphère. Dans une vision écocentrée de la Deep Ecology, l'homme n'est qu'une espèce vivante parmi d'autres et la conservation des patrimoines est prioritaire par rapport aux progrès de productivité. Cette conception remet en question les mythes du Progrès et de la Raison, et met en relief la montée des périls et des risques. Le courant culturaliste anti-développement prône la décroissance et assimile la croissance, le développement et l'occidentalisation. Il se veut critique de la vision économiste au nom du caractère impérialiste du modèle occidental imposé sous le nom de développement ou de mondialisation (Latouche, 2002).

## Croissance économique versus développement

L'environnement est mal pris en compte et mal valorisé par la crois-

sance économique. Celle-ci, unidimensionnelle et mesurée par la somme des valeurs ajoutées en référence au marché n'intègre pas les externalités négatives telles que la pollution, l'épuisement des ressources non renouvelables, l'émission de CO<sub>2</sub>, ni les effets de long terme et intergénérationnels de l'activité économique. Il est évident, également, que le modèle « occidental », myope quant à ses effets et gaspilleur de ressources et d'énergie, qui tend à s'étendre aux pays émergents, n'est pas viable et conduit à des impasses et/ou à des conflits, s'il est généralisé. Ainsi, le climat et les aléas naturels qui lui sont liés résultent en partie de la croissance économique. Un rapport de causalité est reconnu de façon quasi certaine entre l'émission de gaz à effet de serre, le réchauffement de la planète et probablement aussi les catastrophes naturelles (Brown, 2003). La consommation d'hydrocarbures et de charbon est au cœur de l'émission de CO<sub>2</sub> et d'un réchauffement de la planète avec accélération depuis 1980. Par contre, environnement et développement ne sont pas nécessairement opposés. La question de la soutenabilité, des effets de long terme, de la prise en compte des externalités, de la valeur des ressources non renouvelables qui diffèrent des prix du marché sont au cœur des définitions du développement économique tels qu'il a été conçu par les fondateurs au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le développement consiste à faire émerger ce qui est contenu, à dérouler ce qui est enroulé dans les différentes sociétés. Le développement renvoie à des trajectoires à la fois plurielles et interdépendantes (Bessis, 2003). Il ne désigne pas le processus particulier de l'Occident mais une diversité de trajectoires, sans pouvoir être assimilé à l'ensemble des trajectoires historiques des sociétés. Nous le définissons comme un processus endogène et cumulatif de long terme de progrès de la productivité et de réduction des inégalités, en intégrant des coûts humains et environnementaux, et insérés dans des matrices culturelles plurielles. Ce processus permet à une part croissante de la population de passer d'une situation de précarité, de vulnérabilité et d'insécurité à une situation de plus grande maîtrise de l'incertitude, des instabilités et de satisfaction des besoins fondamentaux, grâce à l'acquisition de

droits, à la mise en œuvre d'organisations et d'institutions et de modes de régulation permettant de piloter des systèmes complexes. Il ne peut être réduit à des indicateurs de Produit intérieur brut (PIB) ou de bien-être. Il importe de ne pas confondre les fins (satisfaction des besoins, développement des capacités, réduction des inégalités) et les moyens (la croissance du PIB). Si les questions environnementales sont perçues aujourd'hui comme plus fondamentales qu'à l'époque des pionniers du développement, la soutenabilité du développement est un pléonasme. L'écodéveloppement terme développé par Ignacy Sachs en 1988 et repris à la conférence de Stockholm de 1972 ou celui de développement durable, forgé par Brundtland en 1987, expriment cette intégration forte des préoccupations environnementales dans les processus de développement économique. Le développement durable est « un développement qui permet de satisfaire les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire leurs propres besoins » (Brundtland 1987) ou « qui donne aux générations futures autant ou plus d'opportunités que nous en avons ». Il conduit ainsi : a) à penser la pluri-dimensionnalité économique, sociale et environnementale et les interdépendances entre les niveaux locaux et globaux et à ne pas réduire les critères de décision aux seuls critères de la rentabilité et de la croissance ; b) à prendre en compte le long terme et l'intergénérationnel, d'où la nécessité de cadres stratégiques de long terme mobilisant les différents acteurs et fondant des actions publiques et collectives et mettant en relation les différentes parties prenantes ; c) à prévenir les risques systémiques et les catastrophes, d'où le principe de précaution en situation d'incertitude, se différenciant du principe de calcul économique en situation de risque. On se trouve face à une nécessité d'attitudes proactives. Les progrès de productivité intégrant évidemment la valeur des ressources épuisables sont nécessaires pour réduire la vulnérabilité et répondre aux aspirations de la majorité des exclus. Les questions environnementales n'ont pas la même acuité selon les sociétés. Face au développement inégal à l'échelle mondiale et au mal développement des sociétés industrielles, la priorité concerne de nouveaux modes de

consommation (se transporter, se loger) qui supposent de fortes économies d'énergies polluantes et non renouvelables et des énergies de substitution à la fois par le jeu des prix et surtout par des normes et des réglementations au niveau des produits (La Ponche, 2004). Le développement durable suppose une répartition plus équitable à l'échelle mondiale des savoirs, des avoirs et des pouvoirs.

## Calcul économique versus valorisation des patrimoines

Il est nécessaire de mettre au départ l'environnement, les ressources naturelles renouvelables ou non, et le capital naturel au regard du calcul économique et de la rareté et de ne pas jeter l'enfant avec l'eau du bain en faisant l'économie de l'économie. Le calcul économique doit, en situation de risque probabilisable, prendre en compte l'espérance mathématique de l'utilité : la probabilité d'occurrence de l'événement peut être, comme dans le pari de Pascal, très faible, mais le gain, ou la perte, considérable, si l'événement se produit. Il faut prendre en compte la valeur négative d'une externalité négative créatrice de désutilité économique, quitte par un mécanisme de rationnement ou de quota à en limiter l'usage par un système de marché des quotas (cas du CO<sub>2</sub>). Les vrais prix ou « justes prix » doivent prendre en compte les arbitrages intergénérationnels. Satisfaire les besoins des futures générations suppose un taux d'actualisation faible mais positif. Ce sont les ressources naturelles rares qui en longue période auront les prix les plus élevés, alors que les biens reproductibles, bénéficiant de progrès techniques, verront leurs prix baisser. Encore faut-il que les lobbies, les égoïsmes et les visions court-termistes de certains pouvoirs ne manipulent pas les prix. La gestion intergénérationnelle des stocks ou patrimoines ne peut se faire en fonction du seul calcul économique puisqu'elle se fait en univers incertain. Bien entendu, le calcul économique sur le capital naturel doit lui-même être relativisé et resitué dans une conception pluridimensionnelle et un univers incertain non probabilisable qui suppose un arbitrage politique. Dans une conception patrimoniale, on donne une valeur intrinsèque aux patrimoines. Un patrimoine représente un legs du passé, la cristallisation d'éléments issus d'un processus de sé-

lection historique et transmis entre générations. Il trouve son fondement dans la nécessité de persistance ou de reproduction d'éléments fondateurs de la vie biologique et sociale. Il suppose le principe de préservation, de précaution, d'incertitude et de réversibilité des choix. Il renvoie à une diversité des cultures et des sociétés humaines. La valeur de ce patrimoine renvoie, ainsi, aux valeurs d'héritage (accordée au passé), de legs (accordée à un patrimoine que l'on veut transmettre), d'option (liée à la possibilité d'utiliser plus tard la ressource), et d'existence (accordée au non usage). L'arbitrage entre ces différentes valeurs est du domaine du débat citoyen et du choix politique.

## Comment penser des actions collectives et publiques au niveau international ?

Les questions environnementales et celles concernant les effets intertemporels sont au centre des travaux des scientifiques. On sait mais on doute du fait de la complexité de la biosphère (le prix nobel Arrhénius avait montré à la fin du XIXe siècle les liens entre le CO<sub>2</sub> et les effets de serre). Quand le doute scientifique est levé, les opinions et décideurs publics ne crient pas et certains lobbies désinformés. Et quand ils croient, ils n'ont pas le courage d'agir car le coût de la décision est trop élevé à court terme. La politisation des questions environnementales demeure, en revanche, faible sauf en termes de catastrophes face aux opinions publiques et les actions collectives internationales sont limitées face à l'unilatéralisme et à la souveraineté des États. Les temporalités des scientifiques, des politiques et des marchés financiers diffèrent. Les décisions politiques des États souverains répondent à des cycles courts, alors que les effets des décisions en matière environnementale sont à moyen, long et très long termes. Les intérêts nationaux sont antagonistes et les égoïsmes nationaux l'emportent sur les jeux coopératifs dont tous les acteurs seraient gagnants à terme. Les situations actuelles résultent d'accumulations dans une histoire longue dont ont bénéficié les pays industriels et dont les nouveaux acteurs (les pays émergents tels l'Inde et la Chine) ne se sentent pas responsables. Ils ont beau jeu de dire que les normes environnementales ne les concernent pas.

**ANNONCE****Commissariat à la Sécurité Alimentaire****AVIS D'APPEL D'OFFRE**

1. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme EMEL 2018 pour la ville de Nouakchott, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire a obtenu le financement de ce Programme par l'Etat et sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir:

• pâtes alimentaires 1.500 tonnes en trois lots:

■ Lot 1 pâtes alimentaires: 500 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 pâtes alimentaires : 500 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

■ Lot 3 pâtes alimentaires : 500 tonnes avec un délai de livraison de 90 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

• Sucre 2.000 tonnes en deux lots:

■ Lot 1 sucre: 1000 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 sucre : 1000 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

• Huile 3.000 Tonnes en trois lots:

■ Lot 1 huile: 1000 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 huile : 1000 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

■ Lot 3 huile : 1000 tonnes avec un délai de livraison de 90 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

2. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics.

3. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du CSA, situé au 3ème étage au siège du CSA immeuble Nasr, du Lundi au Jeudi de 09h à 16h, et le vendredi de 9h à 12h.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet auprès de la Commission de Passation des Marchés Publics contre un paiement non remboursable de 10.000 MRU versé au compte CSA ouvert à la BAMIS 01 005017 20185,

5. Les offres devront être remises à la Commission de Passation des Marchés du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, situé à l'adresse ci-après: Siège du CSA au 3ème étage immeu-

ble Nasr au plus tard le Lundi 19 Mars 2018 .....

6. Les offres en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après, Commission Départementale de Passation des Marchés du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, situé au 3ème étage de l'immeuble Nasr, au plus tard le Lundi 19 Mars 2018.

7 Les offres doivent comprendre une garantie de soumission avec validité de 120 jours après la date limite de dépôt des offres d'un montant de :

- Pour les Pâtes alimentaires: 2 1 0 . 0 0 0 MRU pour chacun des trois lots

-Pour le Sucre: 312.000 MRU pour chacun des trois lots

-Pour l'Huile: 547.000 MRU pour chacun des trois lots

8 Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

9. Le soumissionnaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

**Nejwa KETTAB**

**Commissariat à la Sécurité Alimentaire****AVIS D'APPEL D'OFFRE**

1- Dans le cadre de la mise en œuvre du programme EMEL 2018, le Commissariat à la Sécurité Alimentaire a obtenu le financement de ce Programme par l'Etat et sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir:

• Blé 22.000 tonnes en trois lots:

o Lot 1 blé: 7300 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 blé: 7300 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

■ Lot 3 blé: 7400 tonnes avec un délai de livraison de 90 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

• Sucre 4 800 tonnes en trois lots:

■ Lot 1 sucre: 1600 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 sucre : 1600 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

■ Lot 3 sucre : 1600 tonnes avec un délai de livraison de 90 Jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

• Huile 2742 Tonnes en trois lots:

■ Lot 1 huile: 914 tonnes avec un délai de livraison immédiat et se termine dans les 15 jours

■ Lot 2 huile : 914 tonnes avec un délai de livraison de 45 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

■ Lot 3 huile : 914 tonnes avec un délai de livraison de 90 jours après notification du marché et se termine dans 15 jours

2. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics.

3. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du CSA, situé au 3ème étage au siège du CSA immeuble Nasr, du Lundi au Jeudi de 09h à 16h, et le vendredi de 9h à 12h.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet auprès de la Commission de Passation des Marchés Publics contre un paiement non remboursable de 20.000 MRU versé au compte CSA ouvert à la BAMIS 01 00 50 17 20185,

5. Les offres devront être remises à la Commis-

sion de Passation des Marchés du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, situé à l'adresse ci-après: Siège du CSA au 3ème étage immeuble Nasr au plus tard le tard le 19 mars 2018 à 11 heures.à 11 heures

6. Les offres en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après, Commission Départementale de Passation des Marchés du Commissariat à la Sécurité Alimentaire, situé au 3ème étage de l'immeuble Nasr, au plus tard le Lundi 19 mars 2018 à 11 heures.

7 .Les offres doivent comprendre une garantie de soumission avec validité de 120 jours après la date limite de dépôt des offres d'un montant de :

Pour le Blé: 1.000.000 MRU pour chacun des trois lots

Pour le Sucre: 500.000 MRU pour chacun des trois lots

Pour l'Huile: 500.000 MRU pour chacun des trois lots

8. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

9. Le soumissionnaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

**Nejwa KETTAB**

Coupe de la Confédération (Tour préliminaire)

## Le FC Nouadhibou neutralise l'Africa Sports d'Abidjan



L'Africa Sports d'Abidjan a été neutralisé (1-1), le dimanche 11 février 2018, par la formation mauritanienne du FC Nouadhibou, lors du match aller du Tour préliminaire de la Coupe de la Confédération disputé, au Stade Félix Houphouët Boigny. L'Africa Sports d'Abidjan n'a pas réussi une bonne affaire, lors du match aller du Tour préliminaire de la Coupe de la Confédération, disputé le dimanche 11 février 2018, contre le FC Nouadhibou, au Stade Félix Houphouët Boigny. Les Aiglons ont été contraints au nul (1-1)

par leurs adversaires qui ne se sont pas laissés abattre par l'ouverture du score intervenue en première mi-temps, grâce à Gonazo Bi Ya Thomas (1-0, 42è). Après un bon début de match, l'attaquant de l'Africa Sports d'Abidjan, Diomandé Mamadou, a touché la barre, à la 31ème minute, avant de perdre son duel avec le gardien de but adverse (51è). C'était juste avant l'égalisation mauritanienne. Les poulains de Njoya Mauril ont pris la menace au sérieux et réagi pour égaliser par Samba Elvoulany (1-1, 52è), après un excel-

lent travail de Yassine et Alassane. Une bonne expédition pour le président Aziz Boughourbal qui ne manque pas d'ambition à la tête de la formation du FC Nouadhibou, basée à Nouadhibou, la capitale économique de la Mauritanie. Certainement que lors du match retour prévu le mercredi 21 février 2018, en Mauritanie, FC Nouadhibou qui est très technique voudra battre l'Africa Sports d'Abidjan ou, à défaut, préserver son acquis d'Abidjan. La bataille s'annonce rude entre les deux équipes.

## Coupe du Cameroun

### New stars de Douala prend une avance sur le Deportivo Niefang

Le vainqueur de la Coupe du Cameroun 2017 s'impose à domicile deux buts à face à un adversaire venu de Guinée Equatoriale, le Deportivo Niefang.

Des chefs-d'œuvre d'un homme: Junior Ngongang, décidément au sommet de son art ce 10 février 2018. Dans un stade Omnisports de Limbe où on dénombrait à peine 1000 spectateurs, l'attaquant a donné satisfaction à ce maigre public venu vivre en direct la rencontre.

Dans ce match aller du tour préliminaire de la Coupe de la Confédération Total, il aura surtout dévoilé sa bonne complicité avec Olivier Kouoh Bilé, milieu offensif. Lui qui revient du dernier Championnat d'Afrique des nations Total, Maroc 2018, s'est illustré en passeur sur les deux buts de l'équipe camerounaise. Le premier est intervenu précisément à la 37e minute de jeu. Kouoh Bilé servi dans le dos de la défense du Deportivo Niefang, réussi à rattraper le ballon, puis à le ressortir au profit de Junior Ngongang qui en fait bon usage. Le second but camerounais part d'un corner du même Kouoh Bilé qui trouve l'attaquant prodige de ce match aller. Sans perdre du temps Junior Ngongang, fusille le portier Achil Pency d'une



frappe bien cadrée (83'). La riposte ne se fera pas attendre longtemps. Après quelques actions d'éclat malheureusement mal conclues, les efforts seront récompensés à la 87e minute. Salif Diarra profite d'une belle remontée balle pour réduire le score. De quoi redonner de l'espoir à toute l'équipe pour le match retour. Pour Severino Beseku Rondo, coach du Deportivo Niefang de Guinée équatoriale, "rien est perdu d'avance. Nous rentrons préparer le match de

retour pour le gagner". Son collègue Camerounais n'a non plus perdu le moral malgré ce but encaissé dans les dernières minutes de jeu. " Nous avons dominé la rencontre, mais certains de mes joueurs ont manqué de fraîcheur physique. On espère que tout va s'arranger avec la reprise du championnat national. Nous gardons nos chances intactes. Et je puis vous dire que nous reviendrons de Malabo le 20 février avec la qualification pour les 16e de finale ", a dit Petit-Michel Wamba.

## Real-PSG

### "Je dois être derrière mes joueurs" déclare Zidane

Je suis comme ça, je dois être derrière mes joueurs, je vais être avec eux": Zinédine Zidane l'a répété, il fait corps avec ses troupes au Real Madrid, avant le choc en Ligue des champions mercredi contre le PSG, selon des propos diffusés sur RTL lundi.

"Mes joueurs, ils courent, ils se donnent, quand ça va moins bien, je devrais dire +c'est leur faute+? Non, je suis responsable", poursuit ZZ, alors que le Real est décroché dans la course au titre en Liga et a été sorti en Coupe du Roi.

"C'est une situation inédite, mais on doit la vivre, il faut tenir le cap, commente l'ex-meneur des Bleus. Il ne faut pas non plus, au nom de la forme du moment, tout balayer d'une main.

On n'est pas dans un autre club, le

est train de changer chaque année, de s'améliorer, qui fait une saison incroyable". "Ca ne m'étonne pas". Tout comme le prodige Kylian Mbappé ne le surprend pas: "On savait que c'est un joueur exceptionnel, ça ne m'impressionne pas, car on savait qu'il allait avoir cette trajectoire".

Zizou confie aussi: "J'aime ce que je fais. Ce n'est pas donné à tout le monde.

Je profite à fond, je sais que ça ne va pas durer toute ma vie".

"Je ne pense pas au futur, l'avenir je le vois sur le terrain, j'ai été joueur, je me suis régaler, j'essaye de prendre autant plaisir comme entraîneur, avant peut-être une troisième vie".

Cette troisième vie serait-elle celle de sélectionneur des Bleus? "Ca n'est pas une troisième vie ça, ce se-



moindre truc négatif, on en fait un pataquès dans les médias. Mais, je me raccroche à ce qu'on sait faire sur le terrain."

Le PSG est aux yeux de l'ancien joueur de la Juventus "un club qui

rait une continuité, mais ce n'est pas d'actualité, l'actualité c'est ce que je fais à Madrid". "Une troisième vie, c'est autre chose, pour m'occuper, mais réellement, des autres", a-t-il conclu sans en dire davantage.

## JO-2018

### Le Canada file vers l'or par équipes en patinage



Le Canada file vers l'or olympique dans l'épreuve par équipes de patinage artistique aux JO de Pyeongchang après avoir remporté lundi le programme libre messieurs devant son principal concurrent, la Russie sous drapeau olympique. Le triple champion du monde (2011, 2012 et 2013) Patrick Chan, victorieux avec 179,75 points, a devancé le Russe Mikhail Kolyada (173,57) et l'Américain Adam Rippon (172,98), offrant ainsi

dix points supplémentaires à son pays. A deux épreuves de la fin - dont une, la danse libre, lui est promise avec les champions du monde en titre Tessa Virtue et Scott Moir - le Canada totalise 55 points et dispose d'une avance très confortable sur les athlètes olympiques de Russie (48) et les Etats-Unis (44). L'épreuve par équipes a fait son entrée au programme olympique en 2014. A Sotchi, la Russie s'était parée d'or devant le Canada et les Etats-Unis